TotalEnergies SE
Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 23 mai 2025
Réponses aux questions écrites

Courrier reçu de l'association Initiative Pour un Actionnariat Citoyen (IPAC)

Le Président du Conseil d'administration a reçu le 21 mai 2025, par lettre recommandée avec AR envoyée le 16 mai 2025, 1 question écrite de la part de l'association IPAC à laquelle était jointe la preuve de la détention de quatre (4) actions de la Société.

Question

Le gouvernement néerlandais a ouvert une enquête pénale sur des accusations de massacres commis par les forces mozambicaines chargées de surveiller un site de notre groupe au Mozambique. Cela semble avoir eu pour conséquence de suspendre le soutien (1 milliard d'euros) d'Atradius DSB (l'agence néerlandaise de crédit à l'exportation) à certains travaux liés au projet gazier Mozambique LNG de TotalEnergies. De son côté, l'agence britannique de crédit à l'exportation (UKEF) semble s'interroger sur les possibilités juridiques de se désengager de ce projet (son engagement se situe à hauteur de 1,15 milliard de dollars environ). Ces deux facteurs sont-ils susceptibles de retarder encore le redémarrage de Mozambique LNG ? Si oui, avez-vous évalué l'impact financier de ce retard ?

Réponse à la question

Il n'y a pas à notre connaissance d'enquête pénale ouverte par le gouvernement néerlandais. Les allégations mentionnées - qui visent les forces armées du Mozambique à une époque (été 2021) où Mozambique LNG n'avait plus de personnel sur le site du projet - font l'objet d'une enquête judiciaire des autorités du Mozambique et d'une évaluation indépendante de la Commission Nationale des Droits de l'Homme du Mozambique (cf. *Communiqué de presse du 26 mars 2025* de TotalEnergies).

Compte tenu des délais induits par la déclaration de force majeure et la suspension du projet en avril 2021 et de la nécessité de mettre à jour la documentation de financement du projet notamment quant au planning de réalisation du projet, les différents prêteurs internationaux sont amenés à réaliser des due diligence de mises à jour, comme ils le font habituellement. Dans ce contexte, les agences de crédit-export Altradius des Pays-Bas et UKEF du Royaume-Uni ont mandaté des parties externes. L'ensemble des autres agences de crédit-export et prêteurs internationaux ont quant à elles, confirmé leur engagement, ce qui représente plus de 80% du financement externe.

Compte tenu de ces éléments et de l'évaluation des conditions de sécurité du site d'Afungi, les partenaires de Mozambique LNG ont décidé de saisir le Gouvernement du Mozambique pour qu'il confirme que les conditions de levée de la force majeure sont réunies et que le projet puisse être relancé à l'horizon de l'été 2025.